

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.

Mai 2026

1 Bâtiment

Construction neuve
Entretien-amélioration des logements
Emploi dans le bâtiment
Indices



p. 6

2 Travaux Publics

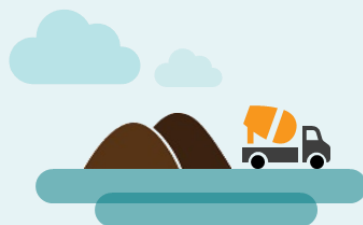
Opinion des chefs d'entreprise
Emploi dans les Travaux Publics
Indices



p. 19

3 Matériaux

Vue d'ensemble
Béton prêt à l'emploi
Granulats
Emploi dans l'industrie des matériaux



p. 24

4 Ensemble de l'appareil de production

Emploi salarié
Demande d'emploi
Créations d'entreprises
Défaillances d'entreprises



p. 27

Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Bâtiment			
Logements autorisés	+22,4%	▲	396 400 lgts
Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)			
Logements mis en chantier	+11,5%	▲	284 800 lgts
Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)			
Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) *	+2,8%	▲	67 189 lgts
Sur 1 an à la fin du 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1 an)			
Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) *	-6,0%	▼	65 187 lgts
Sur 1 an à la fin du 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1 an)			
Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) *	<i>Données du T1 non disponibles au moment de la publication</i>		
Sur 1 an à la fin du 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1 an)			
Surface de locaux autorisés	-1,7%	▼	37 250 mill. m²
Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte			
Surface de locaux mis en chantier	+6,5%	▲	20 916 mill. m²
Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte			
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers	+19,2%	▲	172,5 milliards €
A fin mars 2026 (évol 1 an) - en milliards d'euros			
Travaux Publics			
Travaux Publics réalisés * (1)	-2,3%	▼	
Sur 12 mois à fin mars 2026 - évolution 1 an à prix constants			
Marchés Travaux Publics conclus * (1)	-13,9%	▼	
Sur 12 mois à fin mars 2026 - évolution 1 an à prix constants			
Carnets de commandes des Travaux Publics *		▼	
Au cours du 1 ^{er} trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période			
Matériaux			
Production BPE *	-2,8%	▼	31 847 114 m3
Sur 12 mois à fin février 2026 (évol 1 an) - en m3			
Production Granulats *	-2,1%	▼	265 560 kt
Sur 12 mois à fin février 2026 (évol 1 an) - en milliers de tonnes			

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage.

(1) Les données de mars 2026 sont provisoires

Les tendances les plus récentes... sur trois mois

Bâtiment			
Logements mis en chantier Sur 3 mois à fin mars 2026 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+35,6%	▲	75 500 lgts
Prix des logements collectifs neufs * Au 1 ^{er} trimestre 2026 (évol 1 an) - en €/m ²	+2,2%	▲	4 991 €/m²
Surface de locaux mis en chantier Sur 3 mois à fin mars 2026 (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-0,3%	=	5 336 mill. m²
Activité entretien-rénovation Au 4 ^e trimestre 2025 - évolution 1 an de l'activité en volume	-1,0%	▼	
Intérimaires Bâtiment Au 4 ^e trimestre 2025 (évol 1 an)	-3,2%	▼	88 762 ETP
Travaux Publics			
Travaux Publics réalisés * (1) Sur 3 mois à fin mars 2026 - évolution 1 an à prix constants	-6,3%	▼	
Marchés Travaux Publics conclus * (1) Sur 3 mois à fin mars 2026 - évolution 1 an à prix constants	-17,3%	▼	
Activité récente Travaux Publics * Au cours du 1 ^{er} trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▼	-39
Matériaux			
Production BPE * Sur 3 mois à fin février 2026 (évol 1 an) - en m ³	-3,4%	▼	6 698 732 m³
Production Granulats * Sur 3 mois à fin février 2026 (évol 1 an) - en milliers de tonnes	-4,5%	▼	52 299 kt
Ensemble de l'appareil de production			
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2025 (évol 1 an)	-1,2%	▼	1 592 789 sal.
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics Au 1 ^{er} trimestre 2026	-8,3%	▼	219 704 DEFM

Le calcul des évolutions du nombre de demandeurs d'emploi est actuellement perturbé par des modifications réglementaires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage

(1) Les données de mars 2026 sont provisoires

Les perspectives...

Bâtiment			
Logements autorisés Sur 3 mois à fin mars 2026 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+29,3%	▲	103 400 lgts
Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) * Au 1° trimestre 2026 (évol 1 an)	-31,3%	▼	12 595 lgts
Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) * Au 1° trimestre 2026 (évol 1 an)	-0,1%	=	16 115 lgts
Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) * Au 1° trimestre 2026 (évol 1 an)	<i>Données du T1 non disponibles au moment de la publication</i>		
Encours de logements (indiv. + coll.) * A la fin du 1° trimestre 2026 (évol 1 an)	-1,6%	▼	117 741 lgts
Surface de locaux autorisés Sur 3 mois à fin mars 2026 (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+4,0%	▲	9 354 mill. m²
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers Sur 3 mois à fin mars 2026 (évol 1 an) - en milliards d'euros	+3,0%	▲	41,2 milliards €
Travaux Publics			
Prévisions d'activité Travaux Publics * Pour le 2° trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▼	-23

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Bâtiment



► Les tendances des trois derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	75 500 lgts	+35,6%	▲
Logements individuels	29 100 lgts	+29,4%	▲
Dont individuels purs	19 600 lgts	+27,2%	▲
Dont individuels groupés	9 500 lgts	+34,4%	▲
Logements collectifs	46 400 lgts	+39,8%	▲
Dont collectifs	34 200 lgts	+35,6%	▲
Dont résidences	12 200 lgts	+53,0%	▲

Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	103 400 lgts	+29,3%	▲
Logements individuels	38 400 lgts	+25,5%	▲
Dont individuels purs	26 400 lgts	+33,9%	▲
Dont individuels groupés	12 000 lgts	+10,1%	▲
Logements collectifs	65 000 lgts	+31,6%	▲
Dont collectifs	50 400 lgts	+28,1%	▲
Dont résidences	14 600 lgts	+45,4%	▲

+35,6% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

75 500 lgts

Source : SDES, Sitadel3, estimations à fin mars 2026

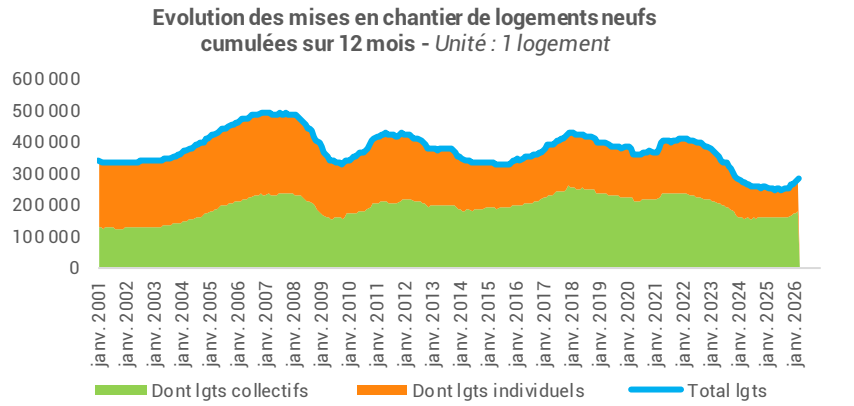
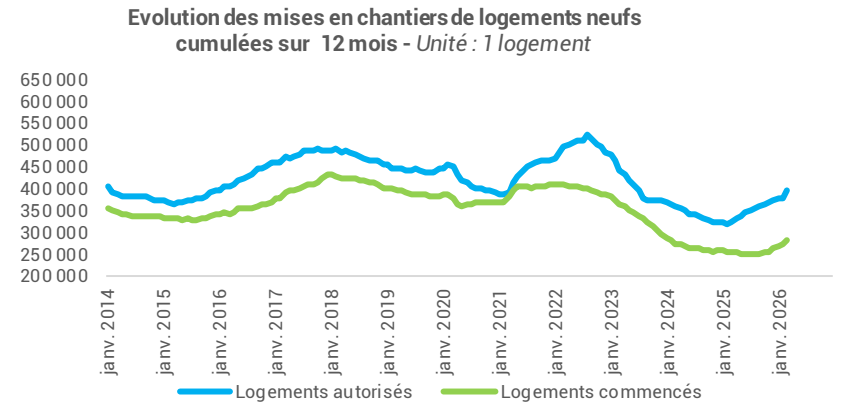
► Les tendances des douze derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	284 800 lgts	+11,5%	▲
Logements individuels	101 800 lgts	+11,0%	▲
Dont individuels purs	67 600 lgts	+9,3%	▲
Dont individuels groupés	34 100 lgts	+14,6%	▲
Logements collectifs	183 100 lgts	+11,7%	▲
Dont collectifs	140 600 lgts	+6,4%	▲
Dont résidences	42 500 lgts	+34,0%	▲

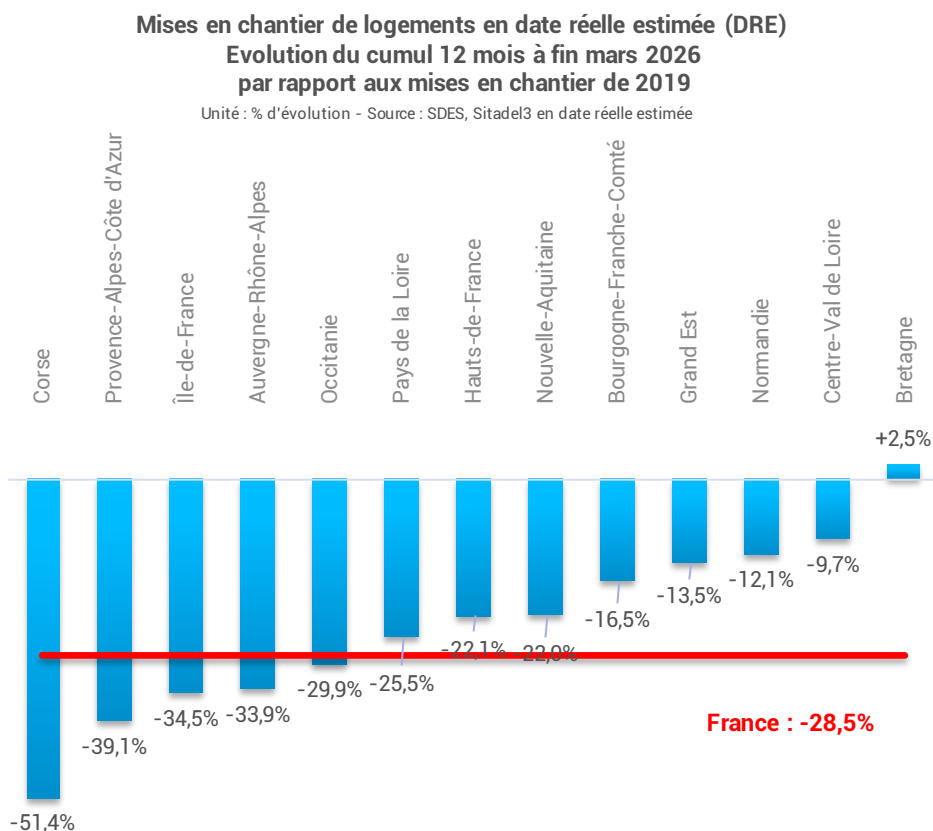
Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	396 400 lgts	+22,4%	▲
Logements individuels	138 000 lgts	+16,8%	▲
Dont individuels purs	92 800 lgts	+22,6%	▲
Dont individuels groupés	45 200 lgts	+6,4%	▲
Logements collectifs	258 400 lgts	+25,6%	▲
Dont collectifs	198 300 lgts	+22,7%	▲
Dont résidences	60 000 lgts	+36,2%	▲

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

► L'activité sur long terme

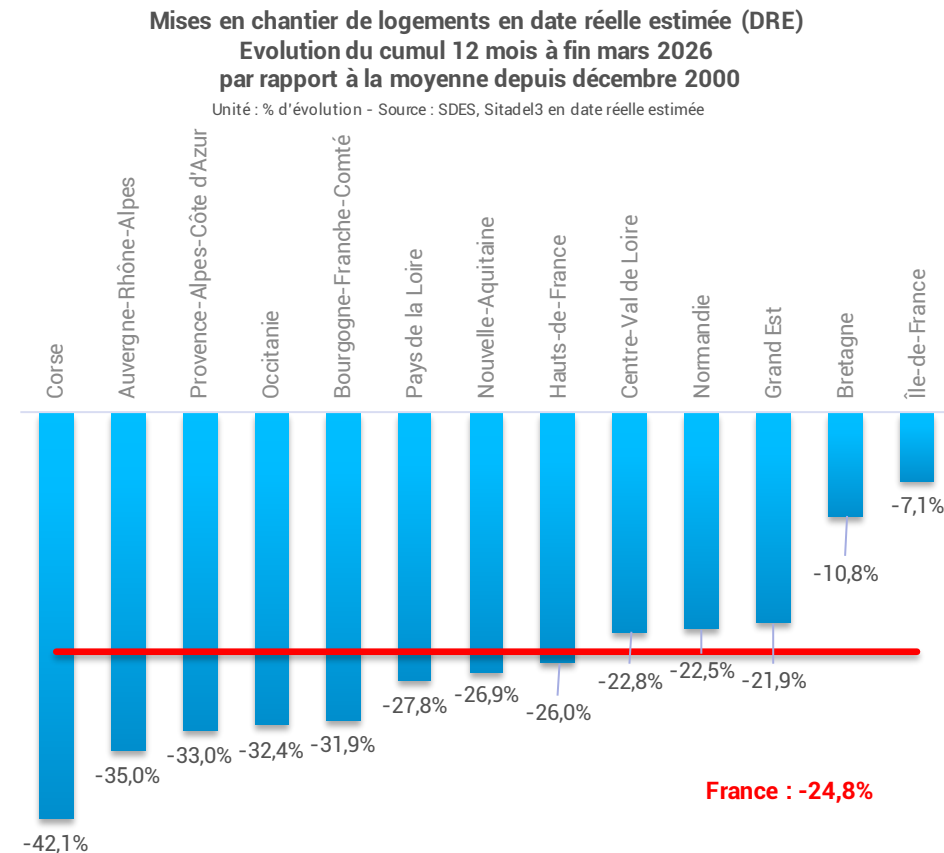


► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire



Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre de logements commencés en 2019.

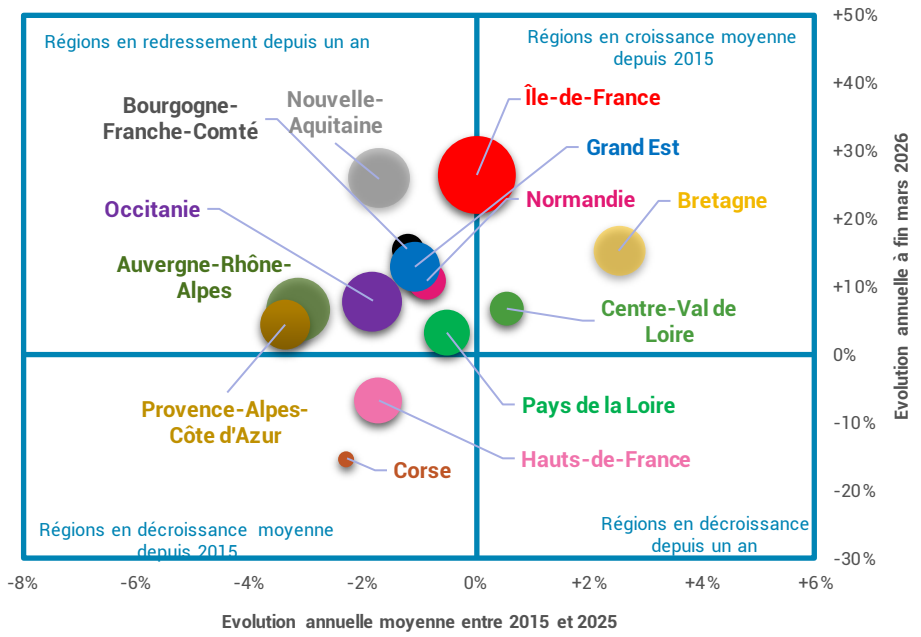
► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période



Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre moyen de logements commencés sur 12 mois depuis décembre 2000.

► Les ruptures de tendances territoriales

Ruptures de tendances des mises en chantier de logements
 Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sitadel3 en date réelle estimée
 Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements commencés depuis un an



► **Les tendances des ventes de logement aux particuliers sur les trois derniers mois**

La commercialisation de logements neufs - particuliers	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	12 595 lgts	-31,3%	▼	11 846 lgts	-32,0%	▼	749 lgts	-16,6%	▼
Réservations ⁽²⁾	16 115 lgts	-0,1%	=	15 253 lgts	+0,3%	=	862 lgts	-6,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	117 741 lgts	-1,6%	▼	109 797 lgts	-1,4%	▼	7 944 lgts	-4,8%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	21,6 mois	+0,9 mois	▲	21,3 mois	+0,9 mois	▲	27,9 mois	-0,6 mois	▼
Prix des logements				4 991 €/m ²	+2,2%	▲	343 576 €/lot	-4,6%	▼

-0,1% =

EN 1 AN

DES RESERVATIONS (aux particuliers)AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)**16 115 lgts**Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

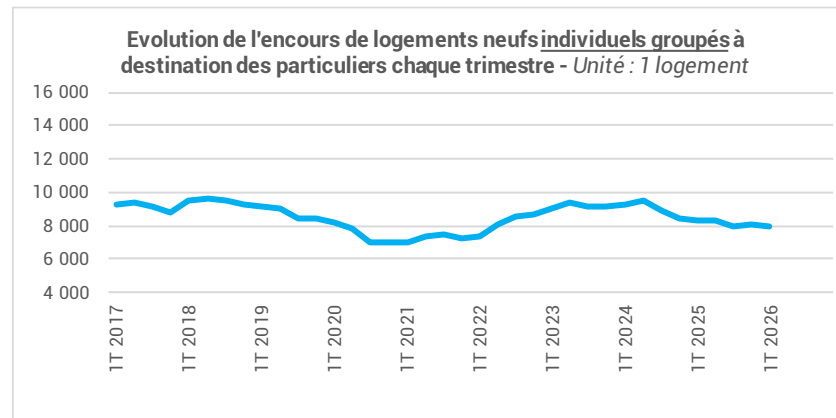
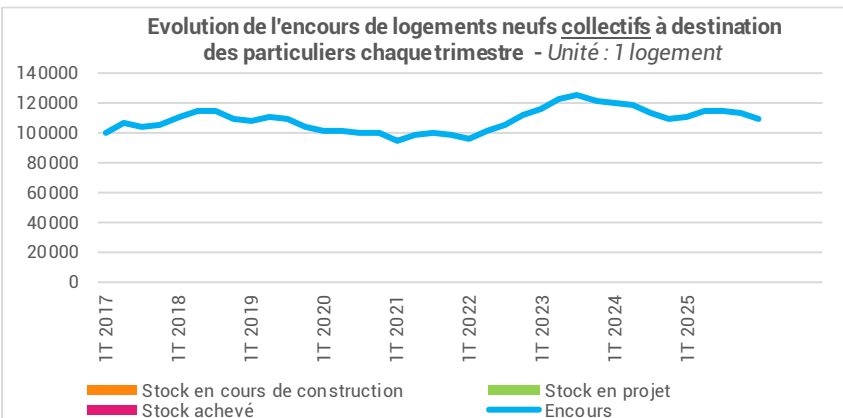
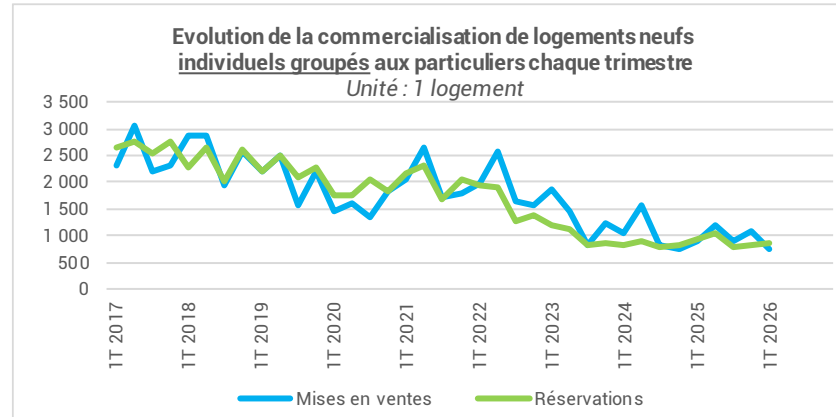
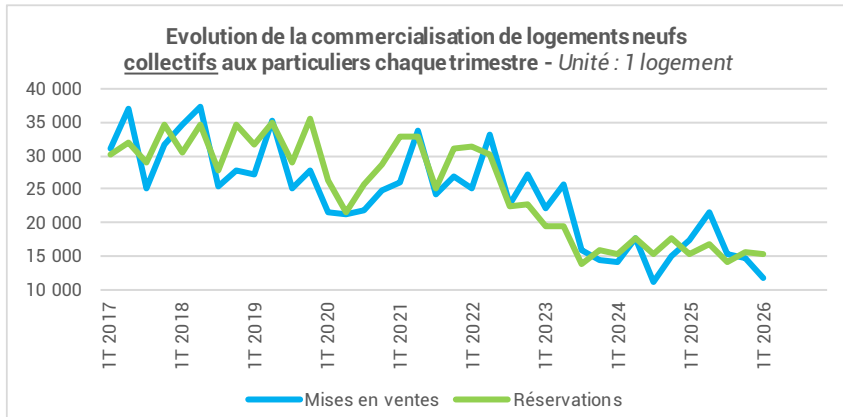
(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.► **Les tendances des ventes de logements aux particuliers sur les douze derniers mois**

La commercialisation de logements neufs - particuliers	Situation à la fin du 1 ^{er} trimestre 2026 Cumul 4 trimestres - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	67 189 lgts	+2,8%	▲	63 258 lgts	+3,2%	▲	3 931 lgts	-2,8%	▼
Réservations ⁽²⁾	65 187 lgts	-6,0%	▼	61 658 lgts	-6,4%	▼	3 529 lgts	+2,2%	▲
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	10 524 lgts	-11,5%	▼	9 874 lgts	-12,4%	▼	650 lgts	+5,9%	▲

► Les évolutions de la commercialisation de logements sur long terme



-0,1% =
 EN 1 AN
DES RESERVATIONS (aux particuliers)
 AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)
16 115 lgts

Sources :
 SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.

+3,0% ▲

EN 1 AN

DES CREDITS NOUVEAUX A L'HABITAT
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

41 MDE

Sources :
Banque de France

* : Euro Interbank Offered Rate (EURIBOR) : taux interbancaire offert entre banques de meilleures signatures pour la rémunération de dépôts dans la zone euro.

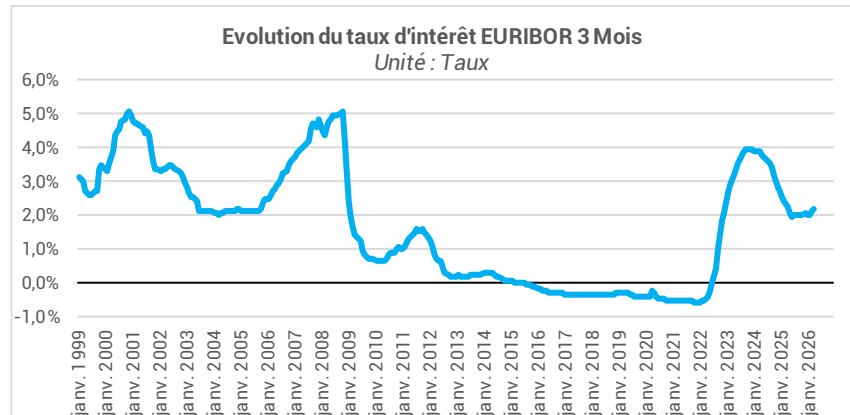
* : Obligations assimilables du Trésor (OAT)

Note :

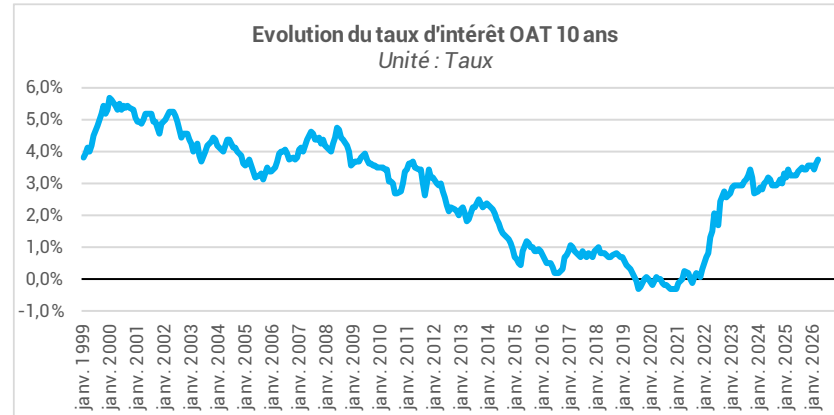
Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.

► La tendance des taux d'intérêt

Taux d'intérêt (EURIBOR à 3 mois*, moy. mensuelle)	Situation à fin avril 2026 Evol 1 mois		
Taux d'intérêt	2,175%	+0,066 pt	▲

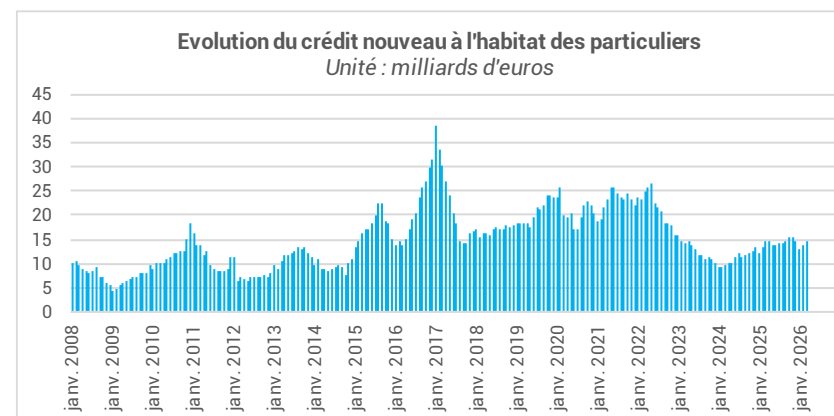
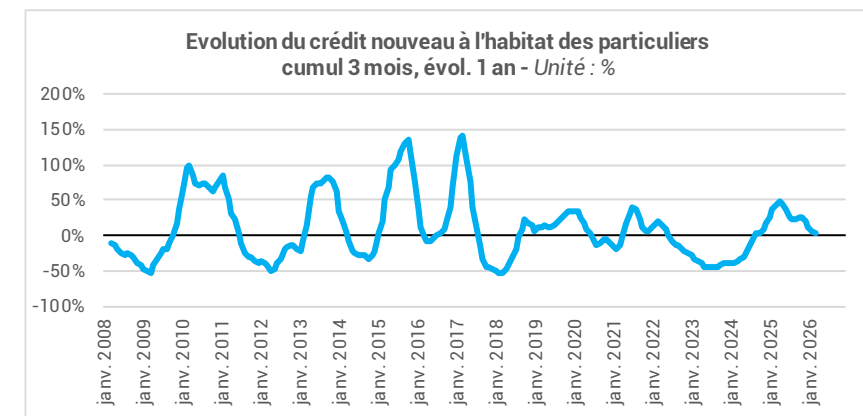


Taux d'intérêt (OAT à 10 ans*, moy. mensuelle)	Situation à fin avril 2026 Evol 1 mois		
Taux d'intérêt	3,730%	+0,090 pt	▲



► La tendance des crédits à l'habitat

Crédits à l'habitat	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers (milliards d'euros)	41,2	+3,0%	▲



► Les tendances des trois derniers mois

Les mises en chantier de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	5 336 mill. m ²	-0,3%	=

Les autorisations de construire des locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	9 354 mill. m ²	+4,0%	▲

-0,3% =

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

5 336 mill. m²

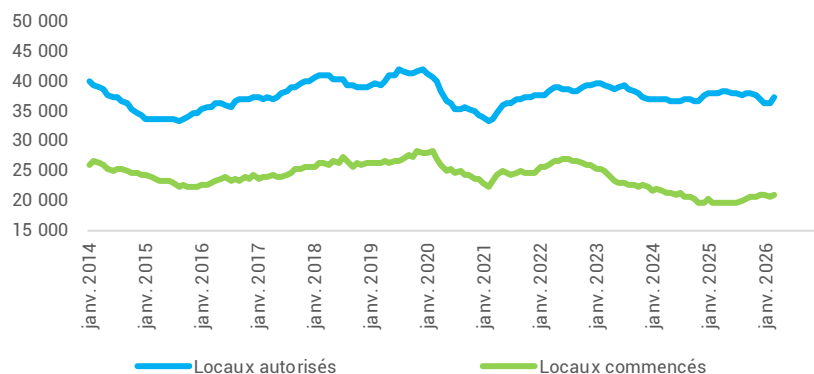
⚠ Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précautions.

► Les tendances sur un an

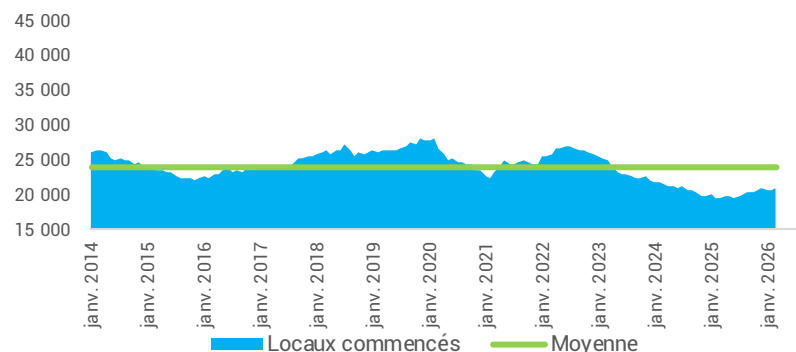
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	20 916 mill. m ²	+6,5%	▲
Total locaux autorisés	37 250 mill. m ²	-1,7%	▼

► Les évolutions sur long terme de la construction neuve de locaux

Evolution des surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier cumulées sur 12 mois - Unité : milliers de m²



Evolution des surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier cumulées sur 12 mois - Unité : milliers de m²

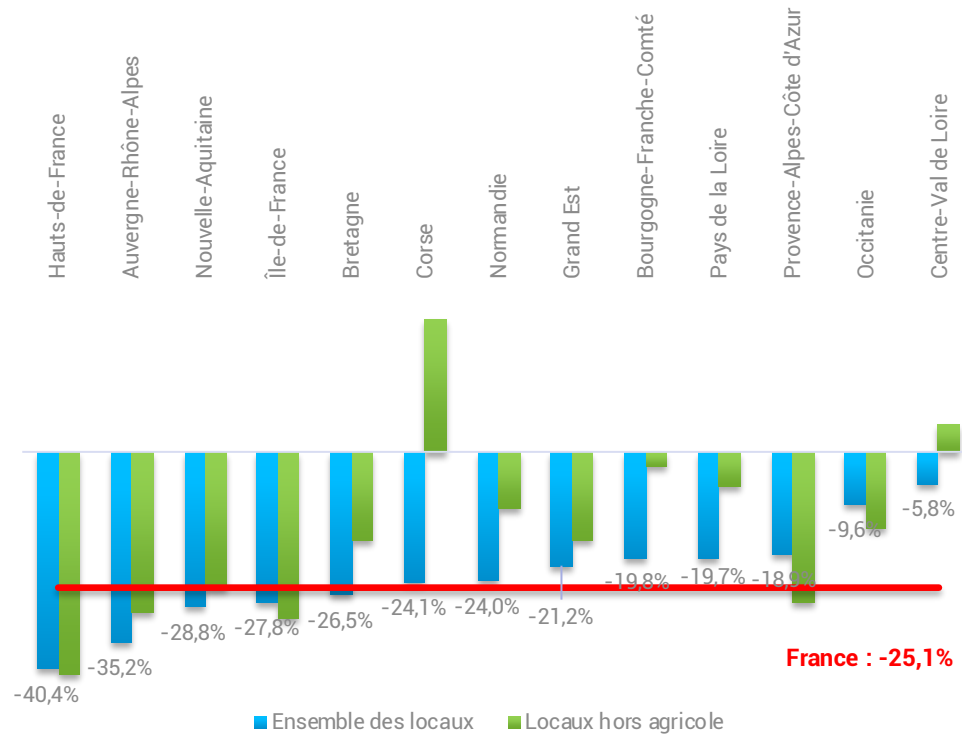


Sources :
SDES, Sital3 (données brutes)

► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire

Mises en chantier de locaux en date de prise en compte (DPC)
Evolution du cumul 12 mois à fin mars 2026
par rapport aux mises en chantier de 2019

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sitedel3 en date de prise en compte

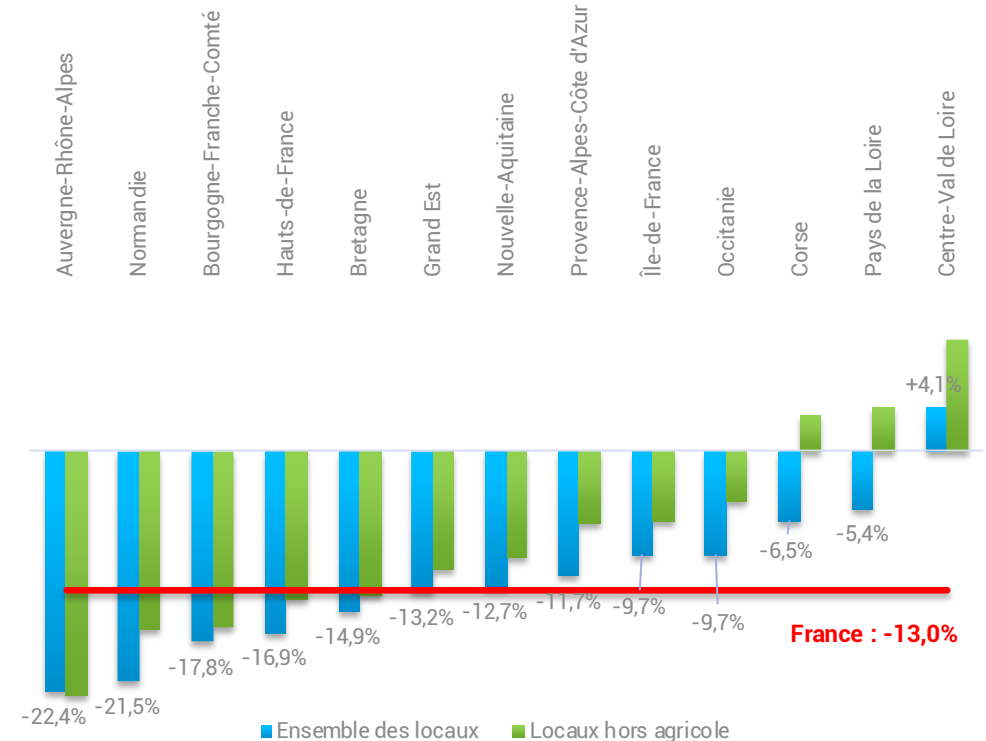


Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en 2019.

► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période

Mises en chantier de locaux en date de prise en compte (DPC)
Evolution du cumul 12 mois à fin mars 2026
par rapport à la moyenne depuis décembre 2012

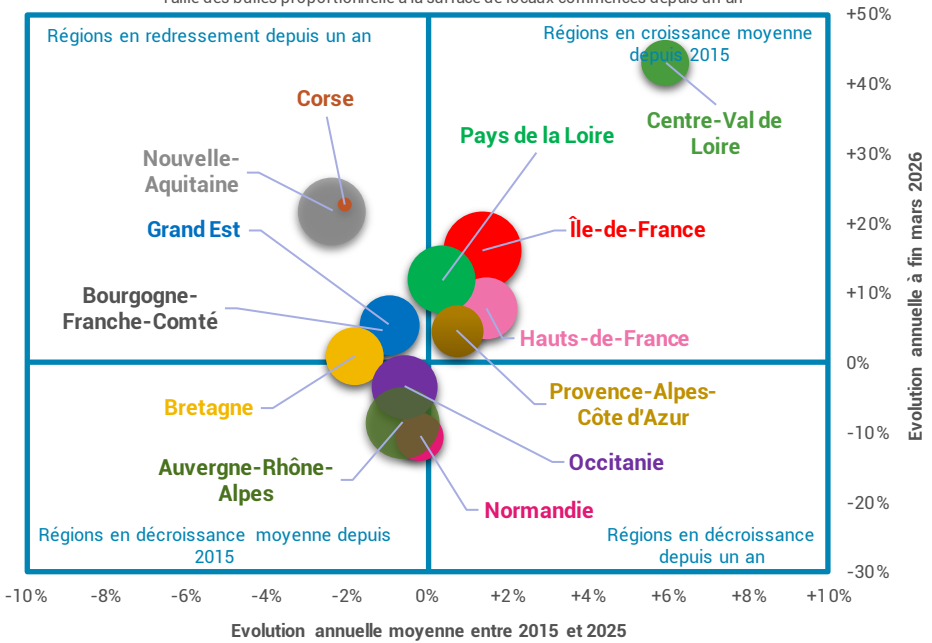
Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sitedel3 en date de prise en compte



Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en moyenne par an depuis décembre 2012.

► Les ruptures de tendances territoriales

Ruptures de tendances des mises en chantier de locaux
Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sitadel3 en date de prise en compte - Hors Corse
Taille des bulles proportionnelle à la surface de locaux commencés depuis un an



► Les tendances de l'entretien-rénovation

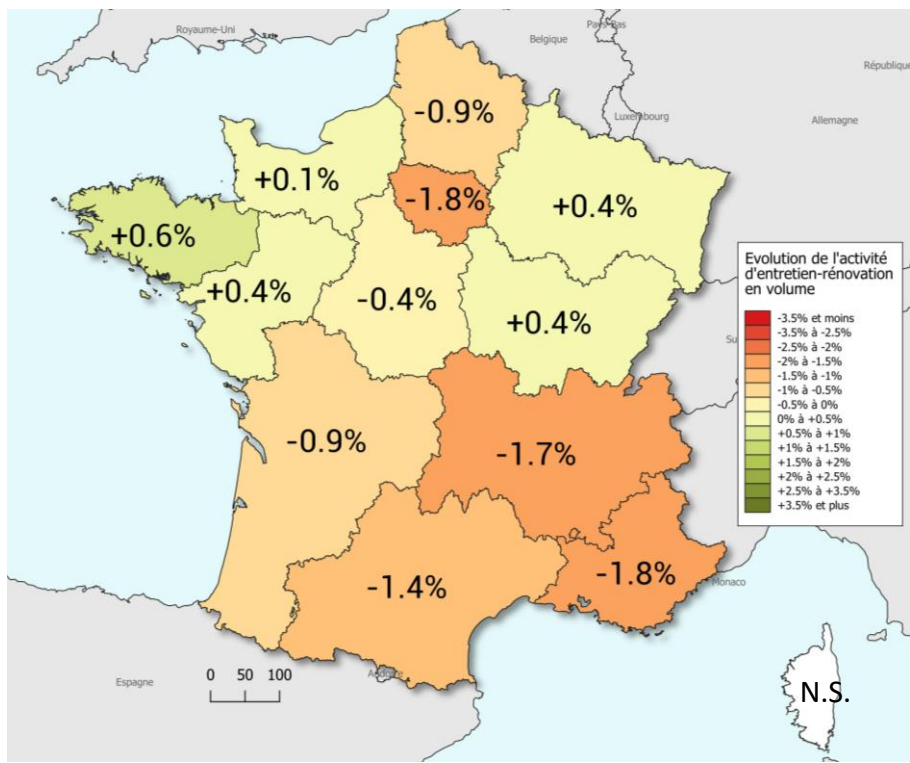
Les replis les plus marqués au 4ème trimestre concernent l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1,8%) suivies par Auvergne-Rhône-Alpes (-1,7%). Plusieurs régions de la moitié nord connaissent une légère hausse de leurs montants facturés en entretien-rénovation : +0,6% en Bretagne, +0,4% en Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est et Pays de la Loire. La tendance France s'établit à -1%.

Évolution de l'activité d'entretien-rénovation par rapport au 4^{ème} trim. 2024

-1,0% ▼
En volume

+1,0% ▲
En valeur

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume



Source : Réseau des CERC, résultat enquête 4^{ème} trimestre 2025 – Février 2026 – NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Les tendances de l'entretien-rénovation

La partie logement de l'activité entretien-rénovation concède 0,9% au T4. Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes se détachent avec respectivement -2% et -1,9%. Quelques hausses se dessinent, les plus fortes se limitent à +0,5% et concernent Bretagne, Grand Est et Pays de la Loire.

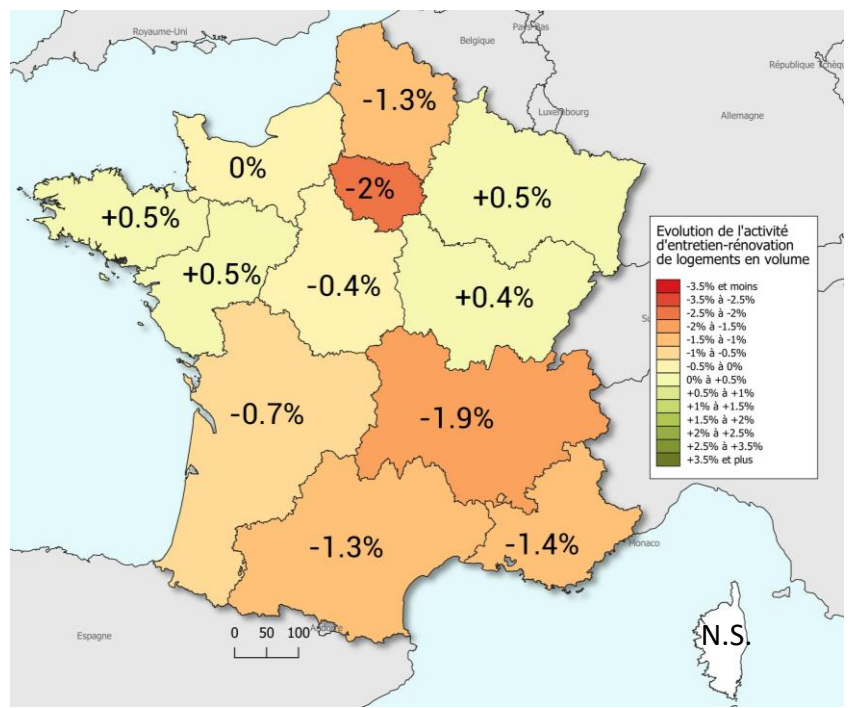
Similaire au logement, le repli s'établit à -1% pour le segment des locaux non résidentiels. Des baisses marquées se dessinent dans le sud de la France : -2,4% en Provence-Alpes-Côte d'Azur et -2% en Occitanie. L'Île-de-France affiche -1,6%, tout comme Nouvelle-Aquitaine. En opposition à la tendance générale, les entrepreneurs bretons témoignent d'une progression de 0,9% ce trimestre.

Évolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume par rapport au 4^{ème} trim. 2024

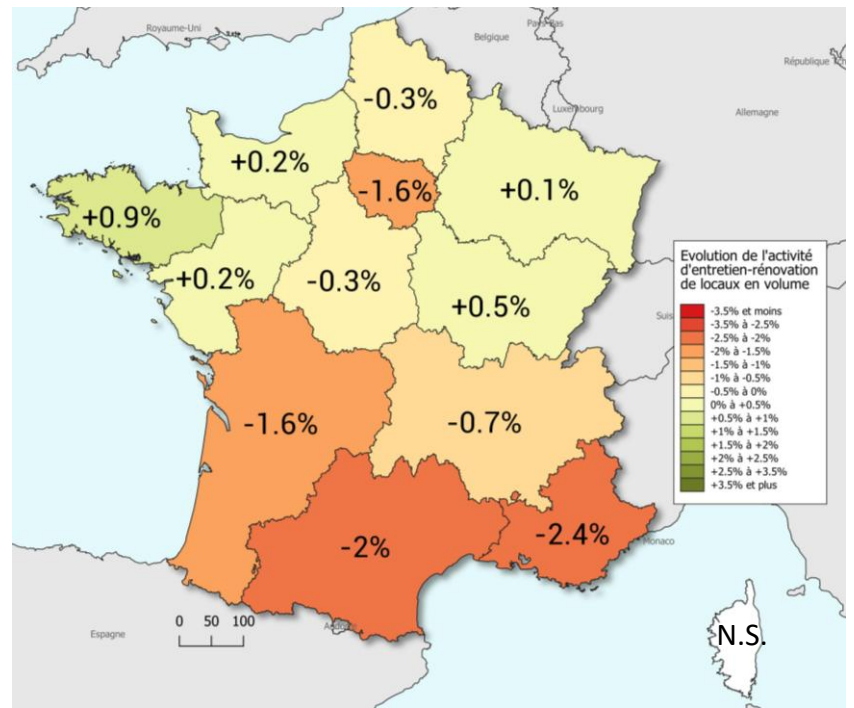
-0,9% ▼
Logements

-1,0% ▼
Locaux non résidentiels

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de logements en volume au 4^{ème} trimestre 2025



Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de locaux en volume au 4^{ème} trimestre 2025



Source : Réseau des CERC, résultat enquête 4^{ème} trimestre 2025 - Février 2026 - NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Évolution comparée des coûts et prix bâtiment

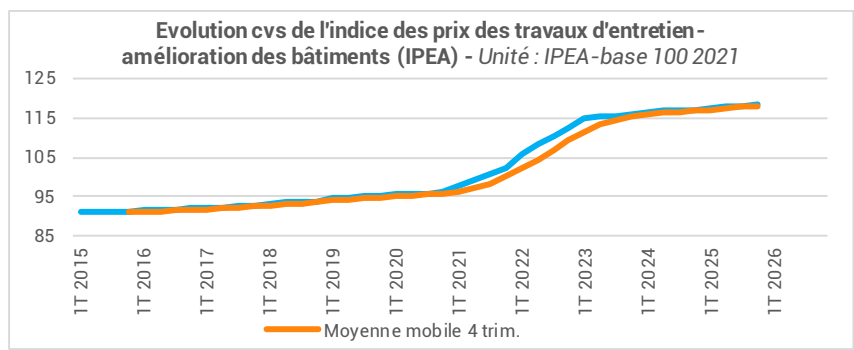
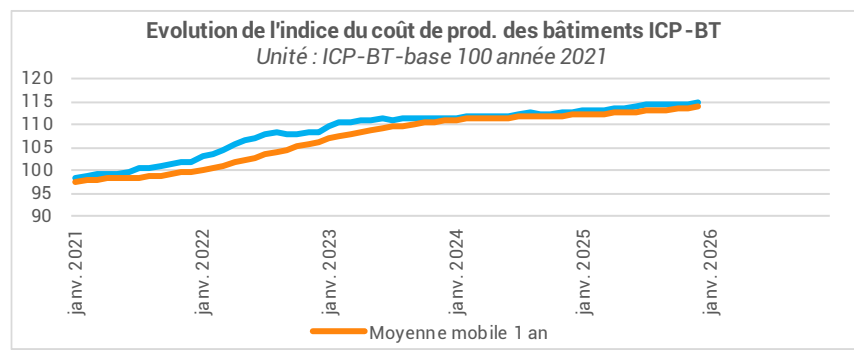
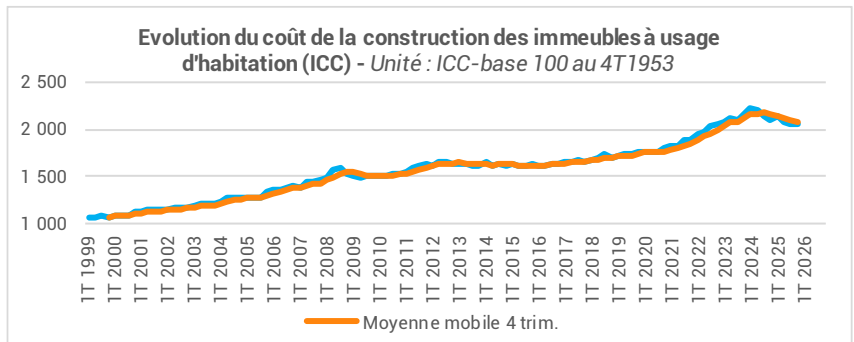
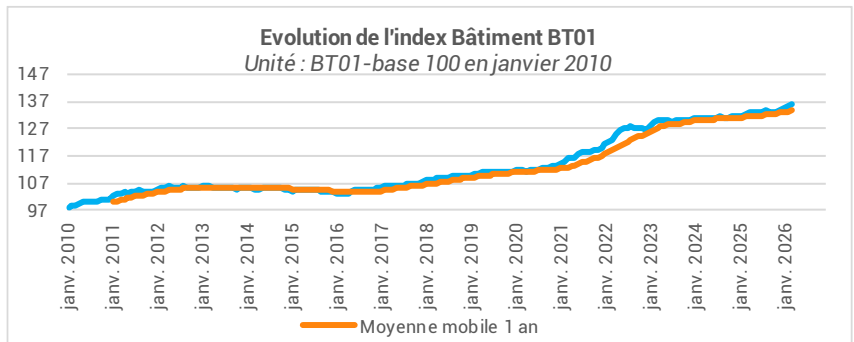
Indices de coût du Bâtiment			
mars 2026 - Evol 1 mois			
Index du bâtiment, tous corps d'état (BT01) - Base 100 en janvier 2010	135,9	+0,59%	=
décembre 2025 - Evol 1 mois			
Index du coût de production des bâtiments (ICP_BT)* - Base 100 en 2021	114,9	+0,26%	=

Indices de prix du Bâtiment			
4° trimestre 2025 - Evol 1 trimestre			
Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)	2 058,0	+0,10%	=
4° trimestre 2025 - Evol 1 trimestre			
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA)	118,5	+0,34%	=
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>logements</u> (IPEA)	118,8	+0,25%	=
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>locaux non résidentiels</u> (IPEA)	118,0	+0,43%	=

* L'indice du coût de production dans le bâtiment (ICP-BT) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Bâtiment, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index BT01, servant à indexer les contrats. Il est révisable, contrairement au BT01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.



Sources : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Travaux Publics



► Les tendances d'activité des trois derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin mars 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	-6,3%	▼
Marchés conclus	-17,3%	▼

-6,3% ▼

EN 1 AN
DES TRAVAUX REALISES
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026 - € constants)

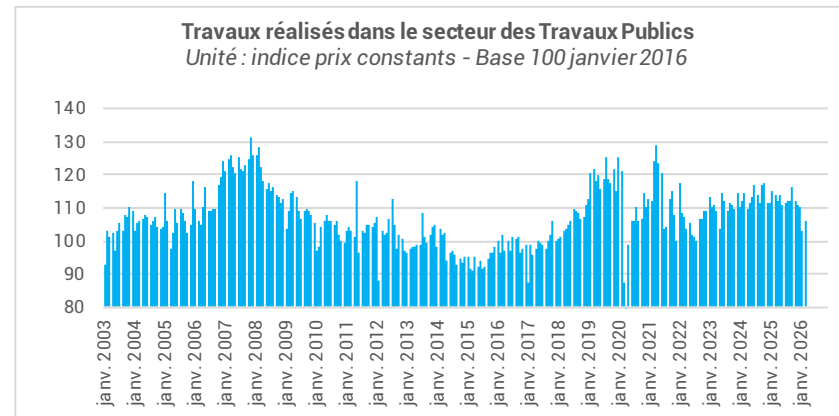
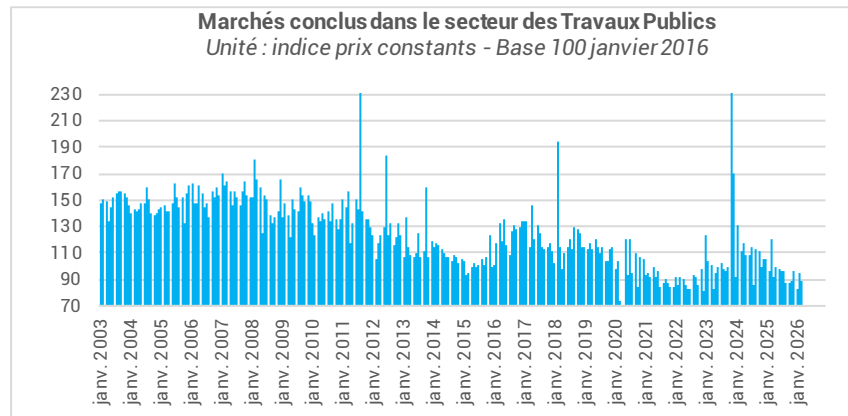
► Les tendances d'activité des douze derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin mars 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	-2,3%	▼
Marchés conclus	-13,9%	▼

-17,3% ▼

EN 1 AN
DES MARCHES CONCLUS
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026 - € constants)

► Les évolutions sur long terme de l'activité dans les Travaux Publics



Sources :
Enquête mensuelle FNTF
(données cvs-cjo aux prix de 2023; disponibles pour la France métropolitaine)

Mars 2026 : données provisoires

► Opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics sur leur activité

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol. moyenne longue période	
Prévisions d'activité pour le 2° trim.2026	-23	▼
Activité récente du 1° trim. 2026	-39	▼
Carnets de commandes	-39	▼

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production			
Insuffisance de la demande	53%	+8 pts	▲
Insuffisance en personnel	18%	-12 pts	▼
Contraintes financières	18%	+5 pts	▲
Conditions climatiques	19%	+3 pts	▲
Insuffisance de matériel	1%	+0 pt	=
Autres facteurs	10%	+7 pts	▲

-39 ▼

ACTIVITE RECENTE
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1° TRIMESTRE 2026

-23 ▼

PREVISION D'ACTIVITE
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
POUR LE 2° TRIMESTRE 2026

-39 ▼

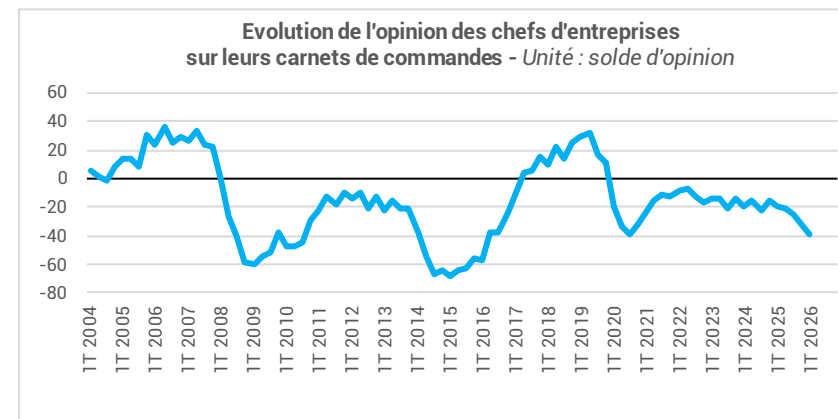
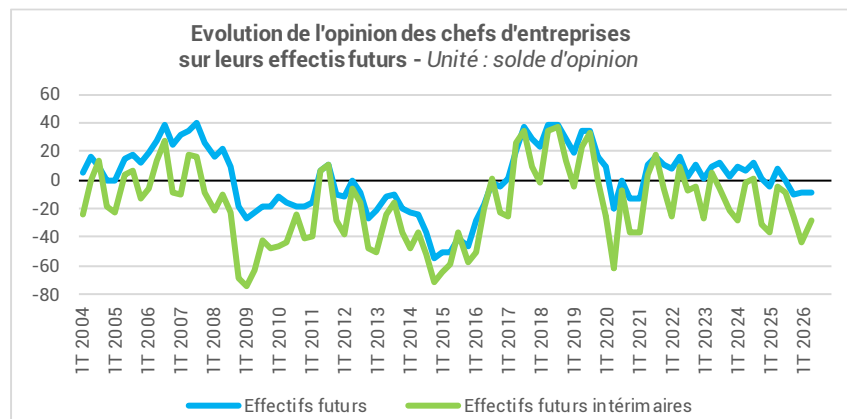
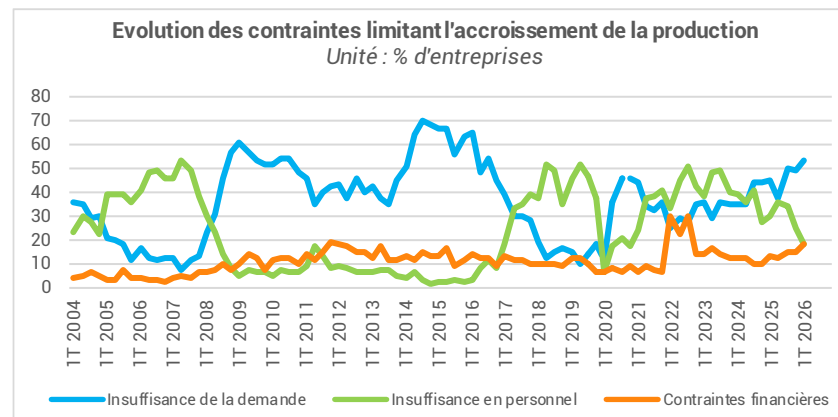
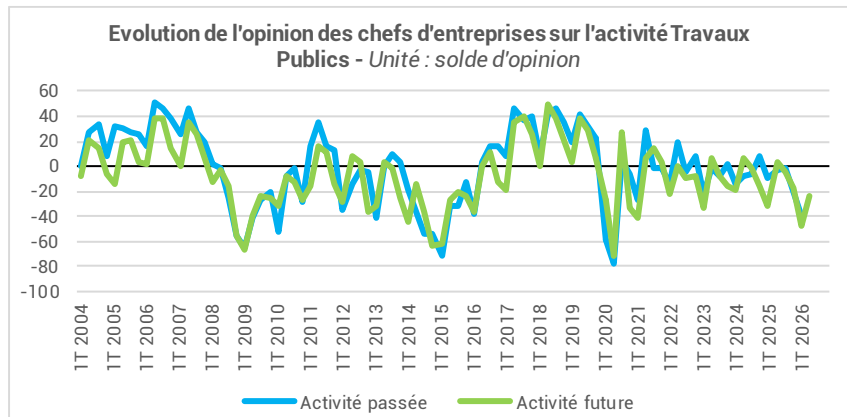
CARNETS DE COMMANDES
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1° TRIMESTRE 2026

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Les évolutions sont mesurées par rapport à la moyenne de longue période pour le même trimestre (depuis 2004)

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

► Les évolutions sur long terme de l'opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

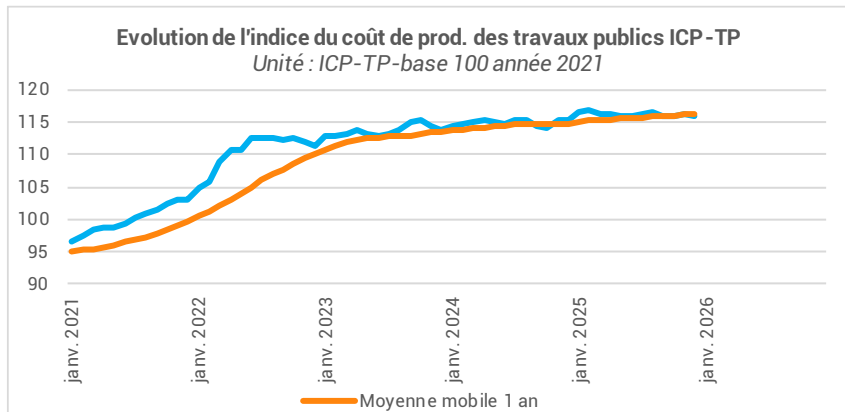
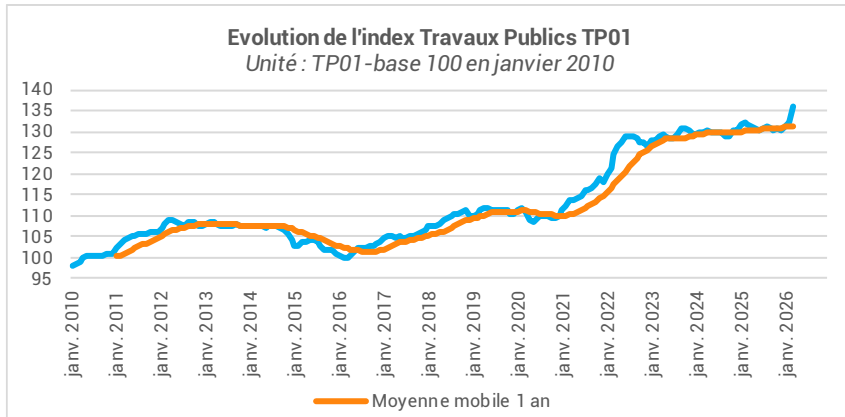
► Évolution comparée des coûts Travaux Publics

Indices de coût des Travaux Publics			
mars 2026 - Evol 1 mois			
Index général tous travaux (TP01) - Base 100 en janvier 2010	136,3	+3,10%	▲
décembre 2025 - Evol 1 mois			
Indice du coût de production des travaux publics (ICP_TP)* - Base 100 en 2021	116,0	-0,34%	=

* L'indice du coût de production dans les travaux publics (ICP-TP) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Travaux Publics, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index TP01. Il est révisable, contrairement au TP01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.



Matériaux



► Les tendances des trois derniers mois

La production de matériaux Cumul 3 mois - Evol 1 an

Production de BPE à fin février 2026	6 698 732 m3	-3,4%	▼
Production de Granulats à fin février 2026	52 299 kt	-4,5%	▼

Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

-3,4% ▼

EN 1 AN

PRODUCTION BPE

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

6 698 732 m3

-4,5% ▼

EN 1 AN

PRODUCTION GRANULATS

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

52 299 kt

► Les tendances des douze derniers mois

La production de matériaux Cumul 12 mois - Evol 1 an

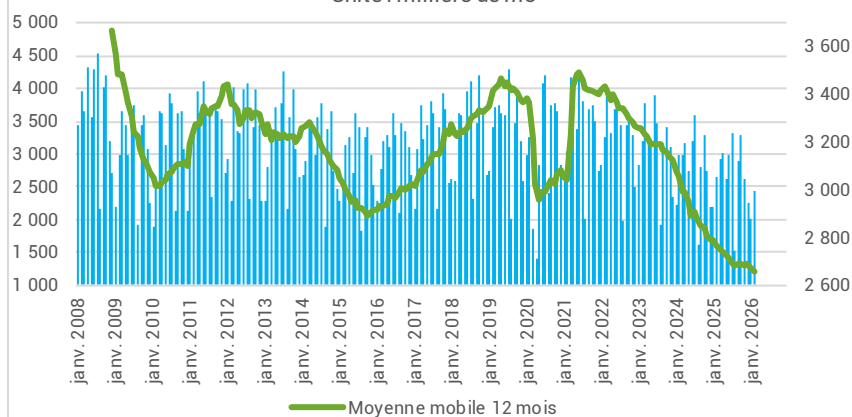
Production de BPE à fin février 2026	31 847 114 m3	-2,8%	▼
Production de Granulats à fin février 2026	265 560 kt	-2,1%	▼

Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

► L'activité sur long terme

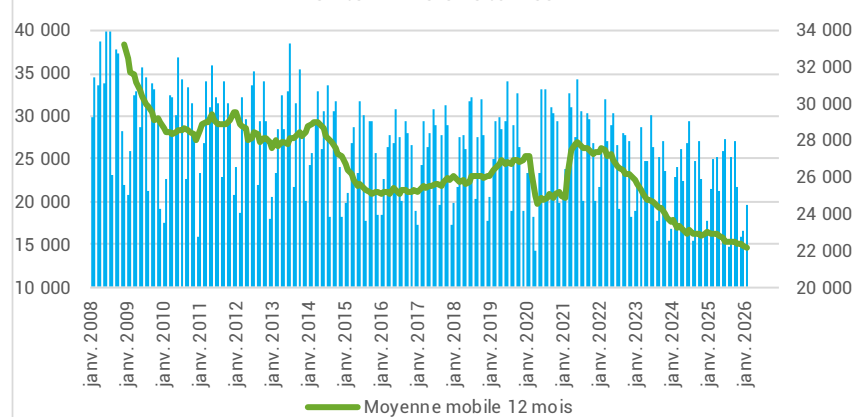
Evolution de la production mensuelle de BPE

Unité : milliers de m3



Evolution de la production mensuelle de granulats

Unité : milliers de tonnes

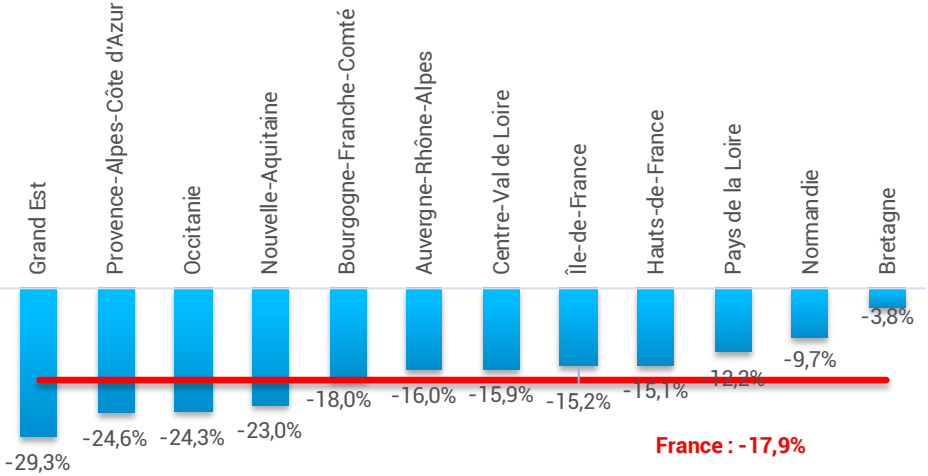


Données brutes, hors granulats de recyclage, non cvs, non cjo ; France métropolitaine

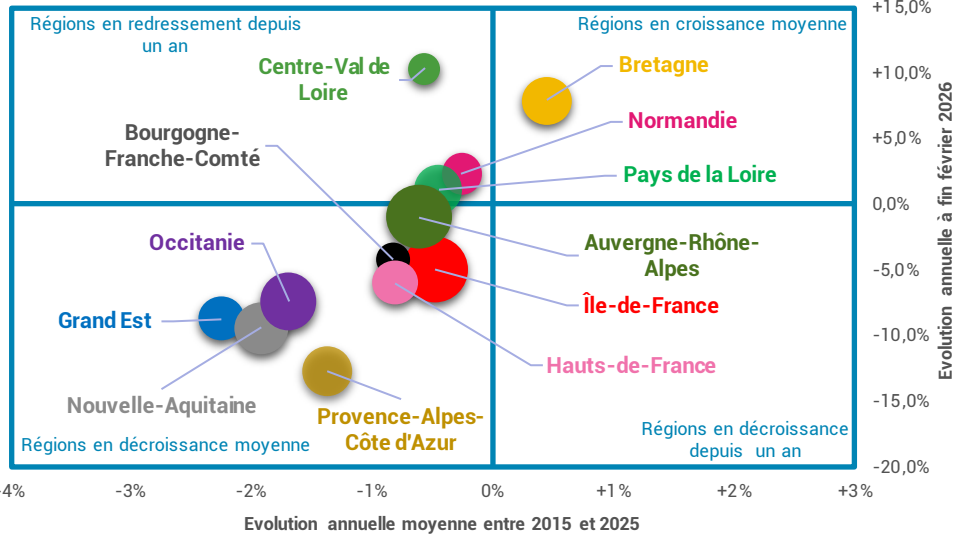
► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période

► Les ruptures de tendances territoriales

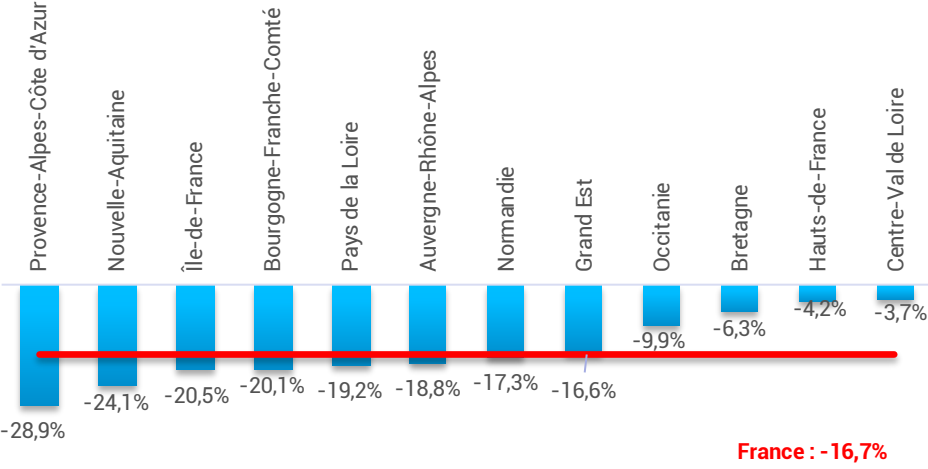
Production de BPE
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2026 par rapport à la moyenne de longue période (depuis 2004)
Unité : % d'évolution - Source : UNICEM Données brutes - Hors Corse



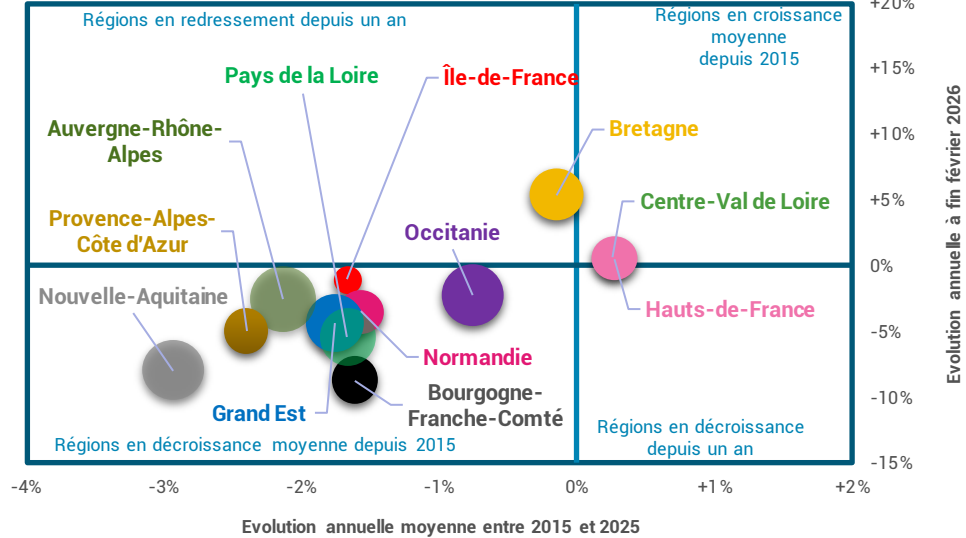
Ruptures de tendances de la production de Béton Prêt à l'Emploi
Unité : % d'évolution - Source : UNICEM - données brutes - Hors Corse
Taille des bulles proportionnelle à la production brute de BPE cumulée depuis un an



Production de granulats
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2026 par rapport à la moyenne de longue période (depuis 2008)
Unité : % d'évolution - Source : UNICEM Données brutes - Hors Corse

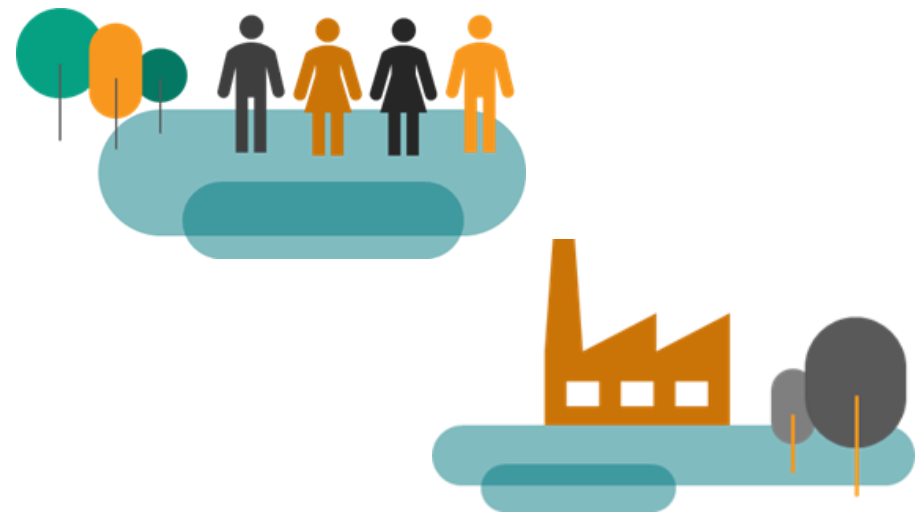


Ruptures de tendances de la production de Granulats
Unité : % d'évolution - Source : UNICEM - données brutes - Hors Corse
Taille des bulles proportionnelle à la production brute de granulats cumulée depuis un an



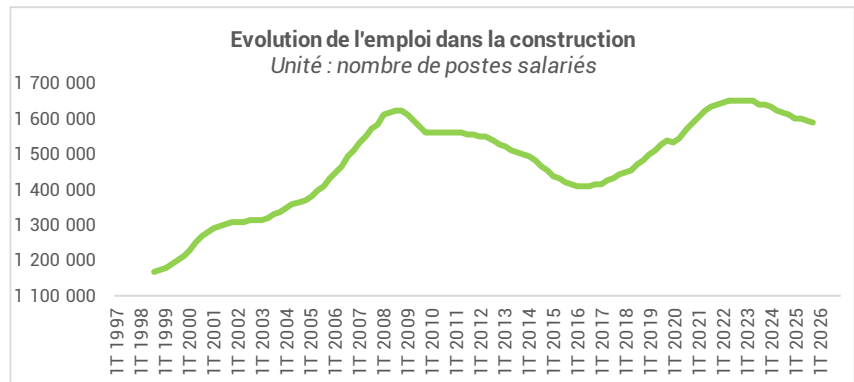
Sources : UNICEM (données brutes, hors granulats de recyclage, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Ensemble de l'appareil de production



► Les tendances de l'emploi salarié dans la Construction

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	1 592 789 sal.	-1,2%	▼
Nombre de postes salariés Construction en moyenne sur les 4 derniers trim.	1 598 884 sal.	-1,5%	▼



-1,2% ▼

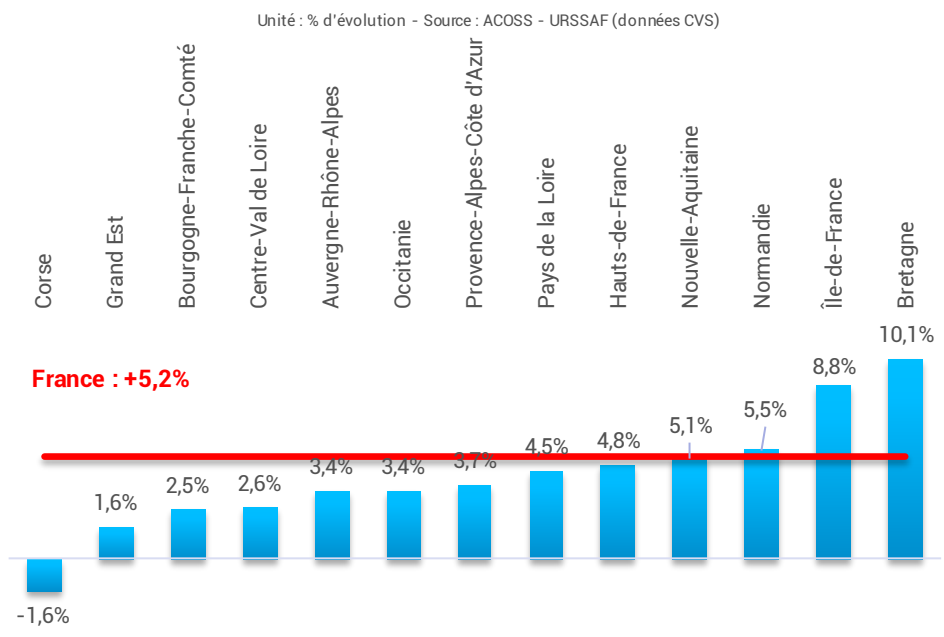
EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

1 592 789 sal.

Sources :
ACOSS - URSSAF (données cvs).
Les données correspondent à un nombre de postes salariés en fin de trimestre.

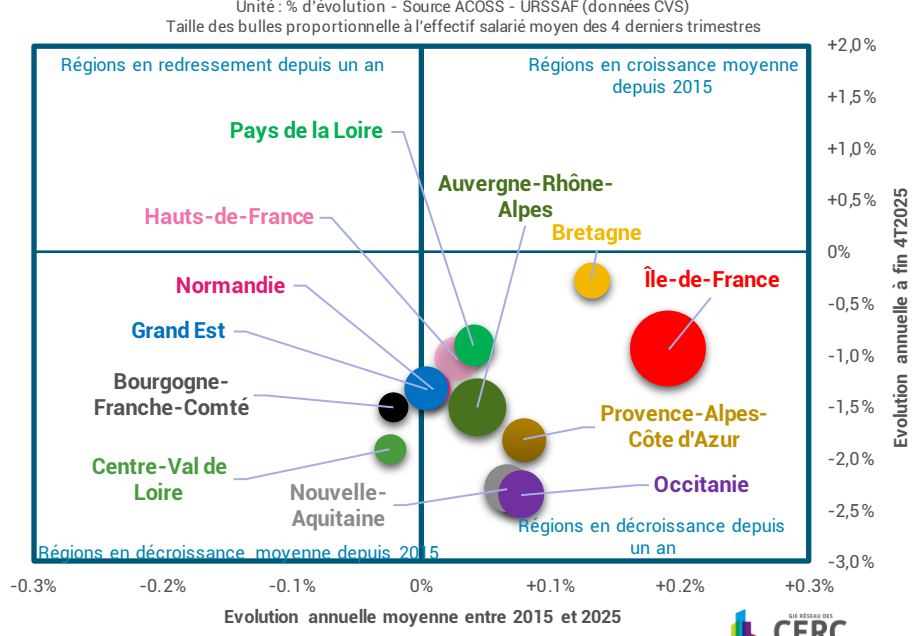
► L'écart avec l'avant crise sanitaire

Evolution de l'effectif salarié moyen employé dans la construction au cours des 4 derniers trimestres à fin 4T2025 par rapport à l'année 2019



► Les ruptures de tendances territoriales

Ruptures de tendances de l'emploi salarié dans la Construction*



* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de postes salariés

► Les tendances du recours à l'intérim dans la Construction

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	Situation à fin février 2026 Evol 1 an		
Intérimaires Construction en février 2026	120 317 ETP	-5,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin février 2026	107 035 ETP	-4,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin février 2026	126 073 ETP	-3,2%	▼

-4,2% ▼

EN 1 AN

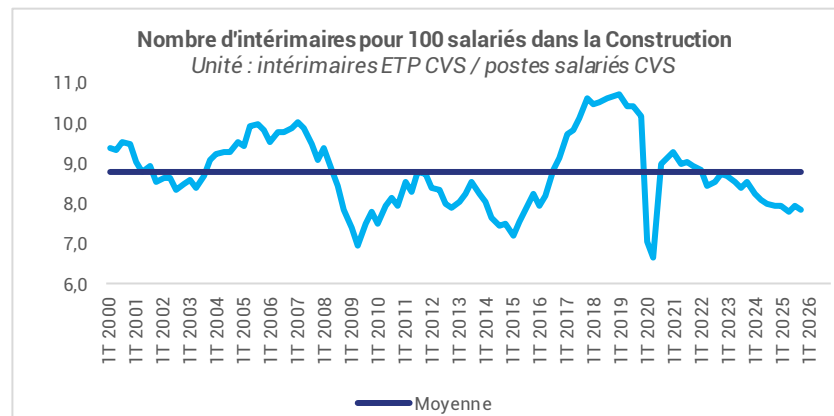
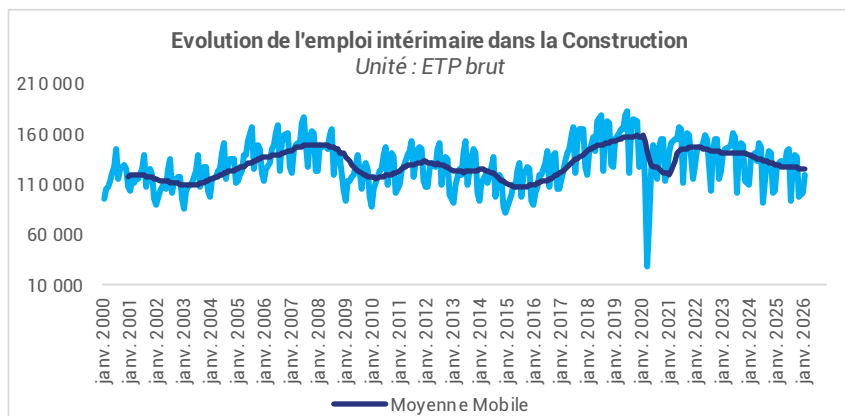
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2026

107 035 ETP

Sources :
DARES, exploitation des fichiers
Pôle emploi des déclarations
mensuelles des agences
d'intérim

Données brutes ETP



► Les tendances des demandes d'emploi dans la Construction

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^o trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	219 704 DEFM	-8,3%	▼
DEFM tous secteurs économiques	3 408 443 DEFM	-2,6%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

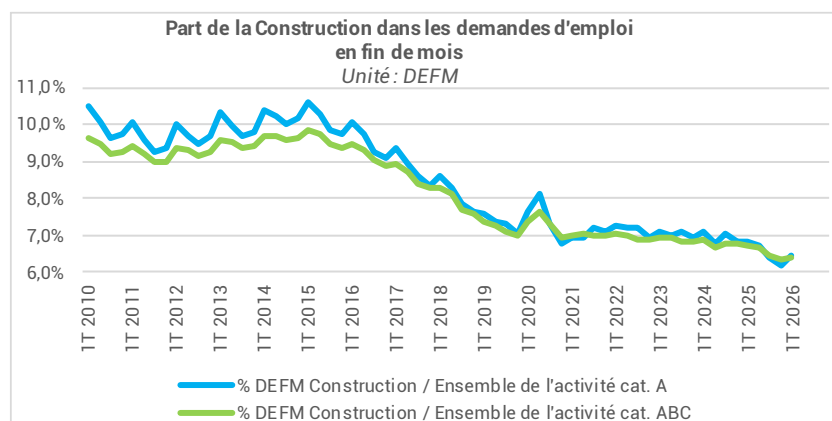
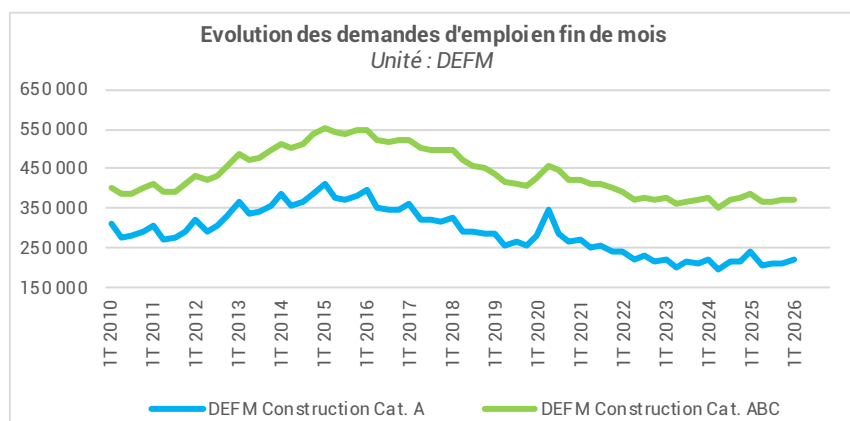
Le calcul des évolutions du nombre de demandeurs d'emploi est actuellement perturbé par des modifications réglementaires.

-8,3% ▼

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^o TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

219 704 DEFM



Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non. .

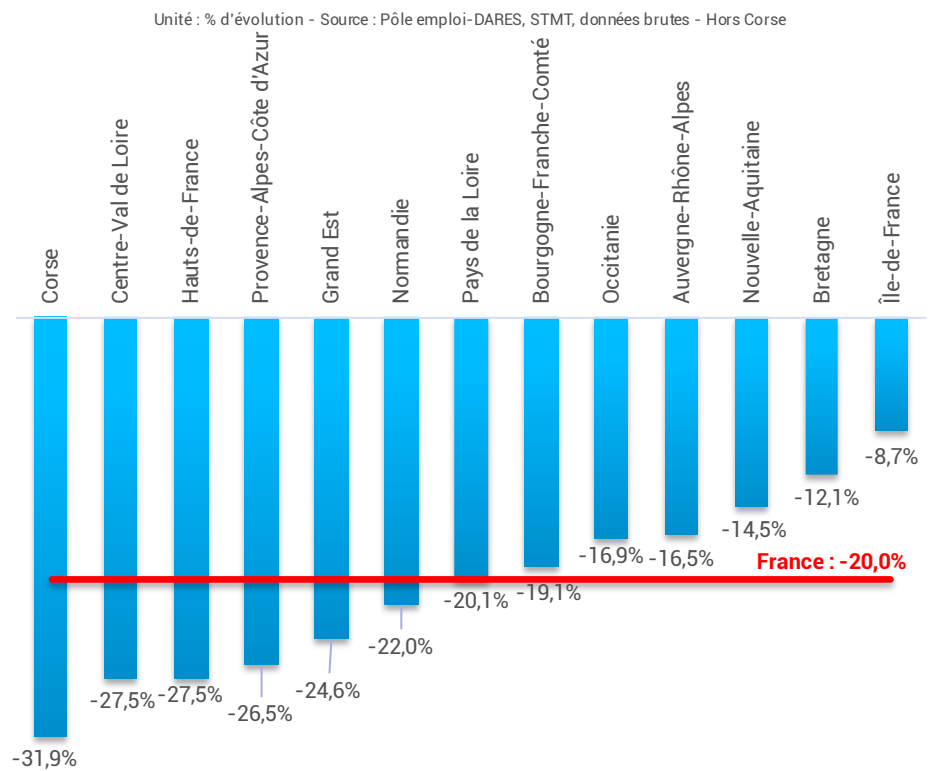
Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

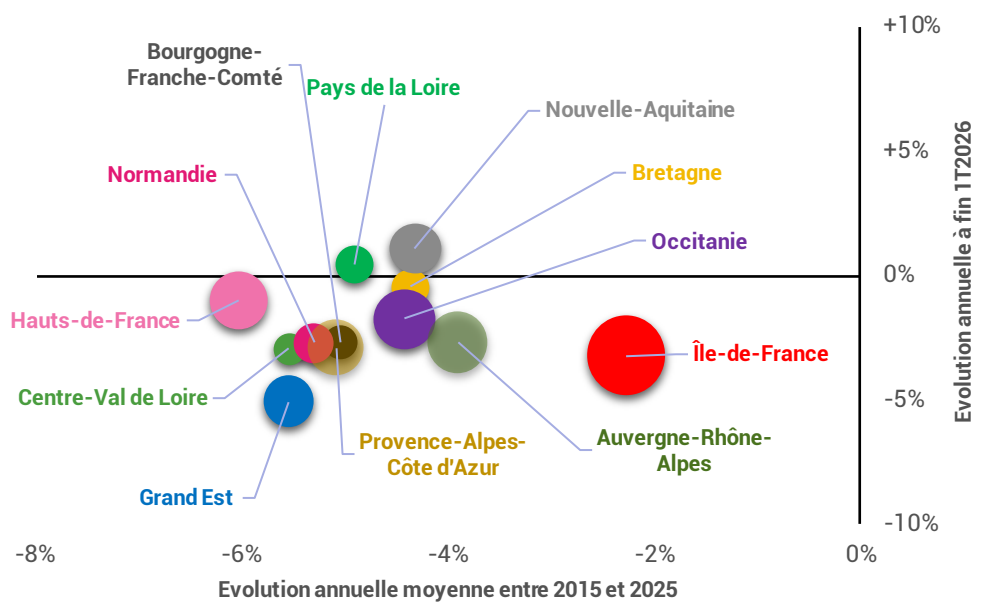
► L'écart avec l'avant crise sanitaire

Demandes d'emploi dans la construction
moyenne du 2T2025 au 1T2026 / moyenne 2019



► Les ruptures de tendances territoriales

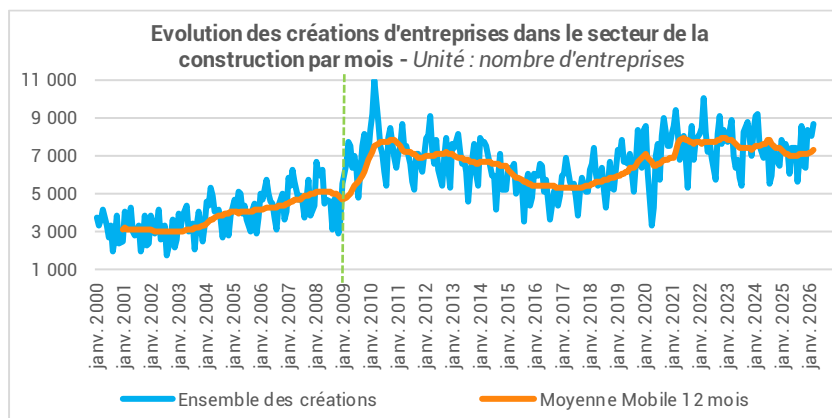
Evolution comparée des demandes d'emploi dans la construction*



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT
(Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

► Les tendances de la création d'entreprise dans la Construction

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	Situation à fin mars 2026 Evol 1 an		
Créations d'entreprises au cours des trois derniers mois à fin mars 2026	25 130	+8,3%	▲
Créations d'entreprises cumulées de avril 2025 à mars 2026	87 563	+2,4%	▲



Création du statut d'auto-entrepreneur au 1er janvier 2009 (devenu statut de micro-entrepreneur)

+8,3% ▲

EN 1 AN

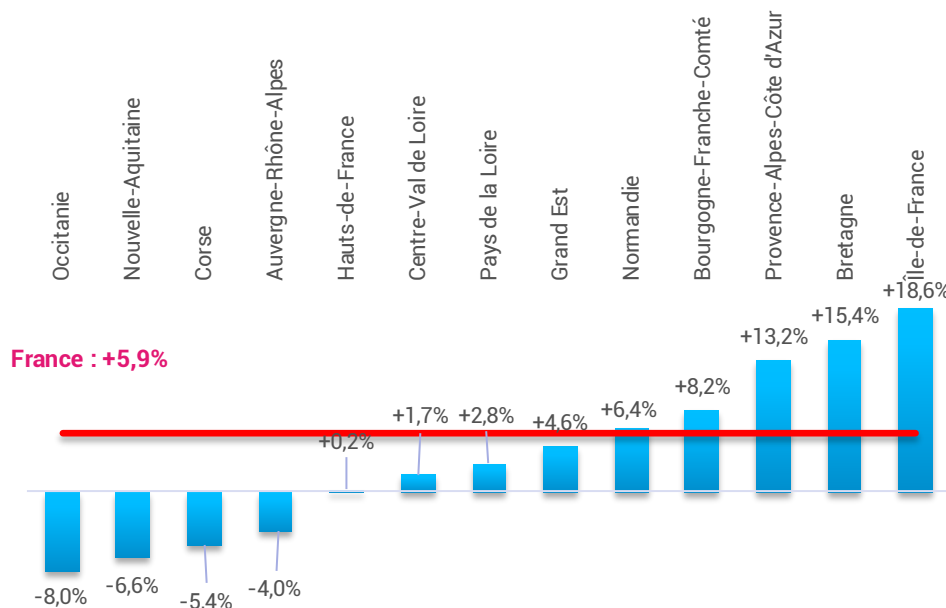
DES CREATIONS D'ENTREPRISES
(CUM UL 3 MOIS - SIT. À FIN MARS 2026)

25 130 créations

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

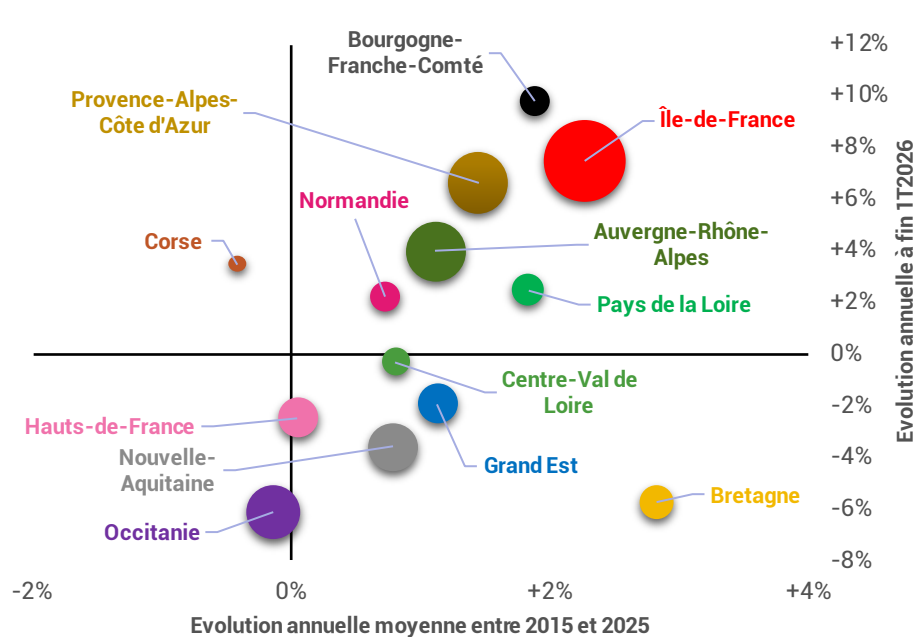
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction
Evolution du cumul 12 mois à fin 1T2026
par rapport à fin 2019

Unité : % d'évolution - Source : INSEE, données brutes



► Les ruptures de tendances territoriales

Evolution comparée des créations d'entreprises dans la construction*



* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations

► Les tendances des défaillances d'entreprises et de l'impact sur l'emploi dans la Construction

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	3 997 défaillances	+4,6%	▲
Dont entreprises sans salarié	584 défaillances	-16,1%	▼
Dont entreprises avec salarié	2 589 défaillances	+2,8%	▲
Dont entreprises avec effectif inconnu	824 défaillances	+35,3%	▲
Défaillances cumulées du 2° trim. 2025 au 1° trim. 2026	14 550 défaillances	-1,7%	▼
Dont entreprises sans salarié	2 198 défaillances	-14,8%	▼
Dont entreprises avec salarié	9 578 défaillances	-5,6%	▼
Dont entreprises avec effectif inconnu	2 774 défaillances	+33,5%	▲

+4,6% ▲

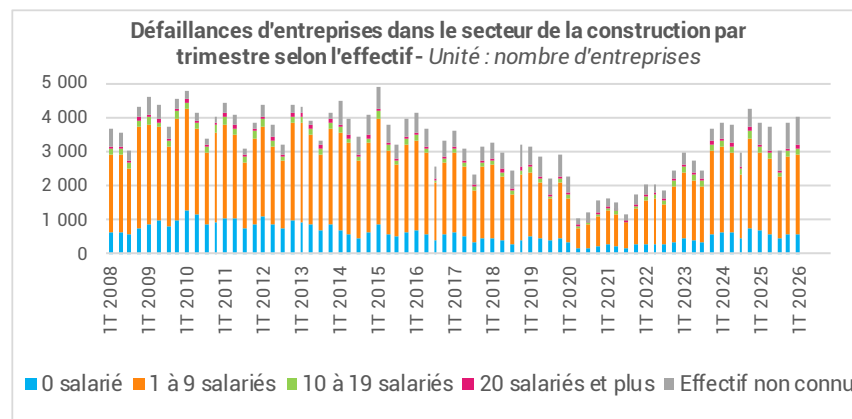
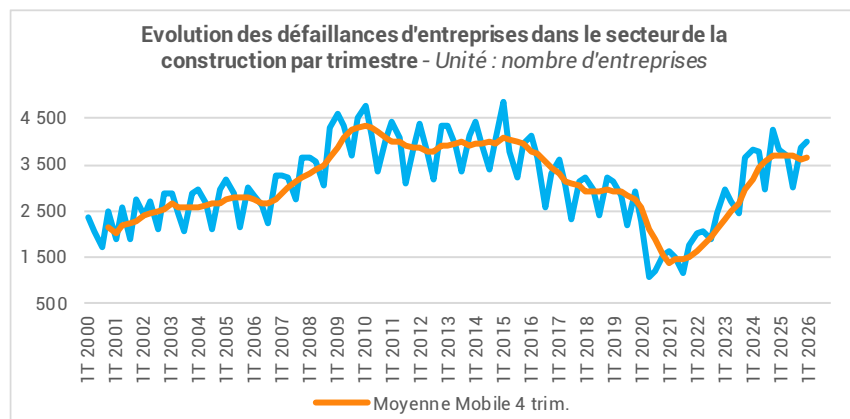
EN 1 AN

DES DEFAILLANCES D'ENTREP.

AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

3 997 défaillances

Sources :
Banque de France (données brutes)

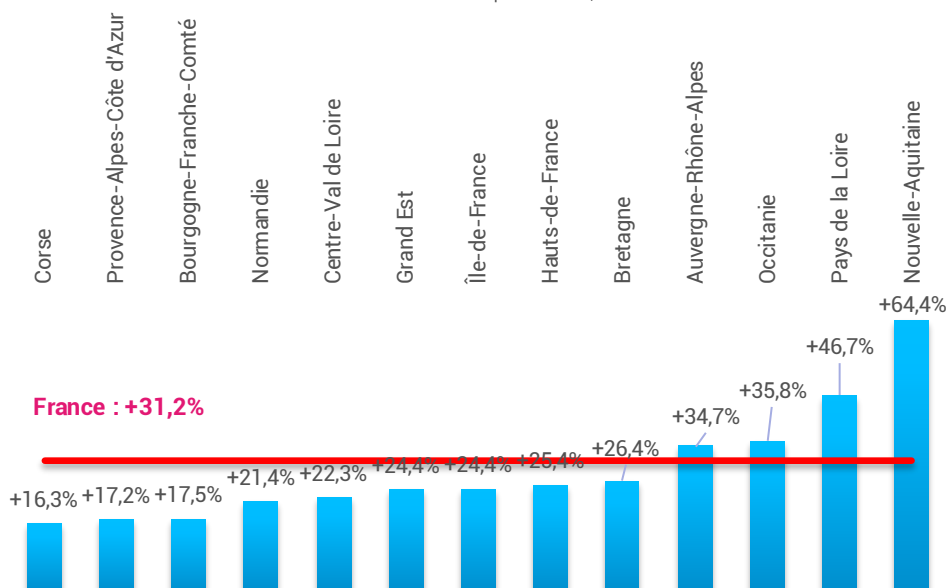


Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction
Evolution du cumul 12 mois à fin 1T2026
par rapport à fin 2019

Unité : % d'évolution - Source : Banque de France, données brutes

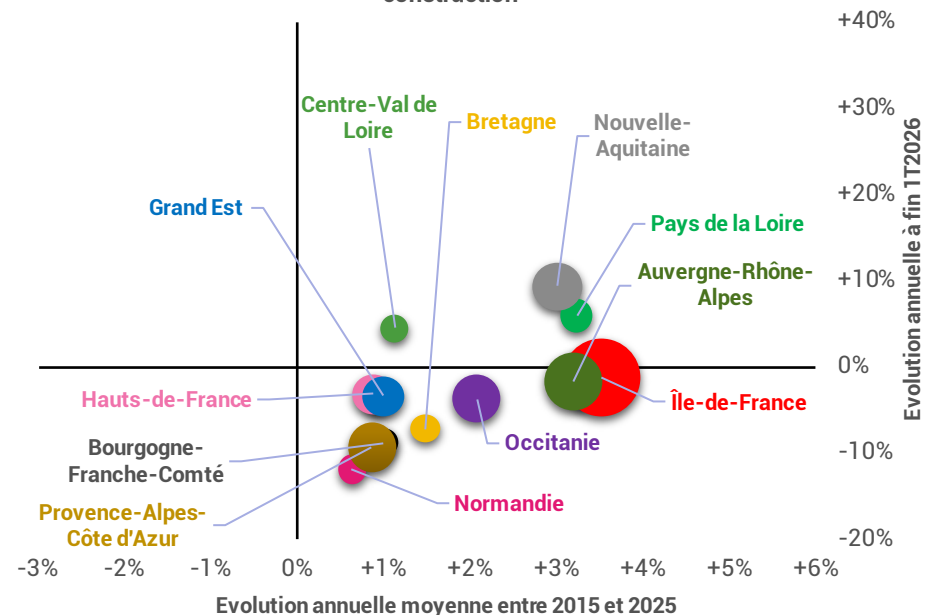


Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

► Les ruptures de tendances territoriales

Evolution comparée des défaillances d'entreprises dans la construction



Retrouvez les notes régionales du Réseau des CERC

CERC Auvergne-Rhône-Alpes

04-72-61-06-30
contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

Site Dijon (siège) : 03-81-41-16-12
Site Besançon
cercbfc@gmail.com
www.cerc-actu.com

CERC Bretagne

Tél. : 02-99-30-23-51
contact@institut-veia.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr

CERC Centre-Val de Loire

Tél. : 02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr

CERC Corse

Tél. : 04-95-51-79-49
cereccorse@gmail.com
www.cerec-btp.org

CERC Guyane

Tél. : 05-94-38-56-88
contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Grand Est

Tél. : 03-87-62-81-45
contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-actu.com

CERC Guadeloupe

Tél. : 05-90-32-12-09
contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Hauts-de-France

Site de Lille (siège) : 03-20-40-53-39
Site d'Amiens : 03-22-82-25-44
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Ile-de-France

Tél. : 01-40-61-82-20
cerc-idf@cerc-idf.fr

CERC La Réunion

Tél. : 02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Martinique

Tél. : 05-96-75-80-08
contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine

Site Limoges (siège) : 05-55-11-21-50
Site Bordeaux : 05-47-47-62-43
Site de Poitiers : 05-49-41-47-37
nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Normandie

Tél. : 02-31-85-44-71
contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Occitanie

Tél. : 05-61-58-65-42
stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Pays de la Loire

Tél. : 02-51-17-65-54
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tél. : 04-88-22-66-50
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Sources :

ACOSS-URSSAF (données cvs)

Banque de France (données brutes)

DARES (données brutes)

FNTP/INSEE

INSEE (données brutes)

Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

SDES, ECLN (données brutes)

SDES, Sital3 (en date réelle estimée)

UNICEM (données brutes)

Ce document est édité par le GIE Réseau des CERC

GIE RÉSEAU DES CERC

Siège | 2 rue Béranger, 75003 Paris

Direction opérationnelle | 55, avenue Galline, 69100 Villeurbanne

gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com

Directrice de publication : Laurence Herbeaux

Chef de projets : Aymeric Bailly

Mise en page : Marion Martin

Date de parution : mai 2026

Comité scientifique et technique du**GIE Réseau des CERC :**

Guillaume Rateau (CGDD, SDES),

Loïc Chapeaux, Éric Quinton (FFB),

Sylvie Montout, Romane Charpentier (CAPEB),

Jean-Philippe Dupeyron, Cloé Sarrabia (FNTP),

Carole Deneuve, Nicolas Neuville (UNICEM)

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.122-5) les copies ou reproduction strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L122-10 à L122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC :



GIE Réseau des CERC

Siège | 2 rue Béranger, 75003 Paris

Direction opérationnelle | 55 avenue Galline, 69100 Villeurbanne

gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com | [@GieReseauCerc](https://twitter.com/GieReseauCerc)

